

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 97 (1952)
Heft: 3

Rubrik: Revue de la presse

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Revue de la presse :**Revue de la défense nationale***Octobre - novembre 1951.*

LA CRISE DE L'INFANTERIE

Sous ce titre, dans une remarquable étude, le lieutenant-colonel Miksche analyse la collaboration blindés-infanterie dans la stratégie moderne. — « Les armées blindées d'une part, les armées d'infanterie de l'autre, sont les unes et les autres indispensables à la guerre et le rôle des secondes est de remplir le temps et l'espace entre les opérations des premières ». L'on remarque à ce sujet une conception très différente entre l'Occident riche en industries puissantes et pauvre en potentiel humain et l'Orient qui a trop d'hommes et pas assez de matériel. Cette conception aboutit dans le premier bloc à la croyance d'une petite armée mécanisée, appuyée par une aviation puissante et cherchant seule le succès dans une grande mobilité stratégique, alors que le second bloc, sans contester l'importance des divisions blindées dans la rupture ou l'exploitation, ne leur reconnaît un succès durable que pour autant qu'elles soient rapidement suivies d'une infanterie susceptible de consolider et d'assurer ses gains. Supériorité technique... supériorité numérique — la vérité est entre deux ! Les hommes et les machines sont également nécessaires.

La défense de l'Europe à base de petites armées mécanisées paraît utopique. Les expériences de la guerre de Corée ne montrent-elles pas que seules les masses arrêtent les masses ? Malgré l'aviation, les pénétrations profondes des colonnes motorisées seraient sans effet si l'espace laissé dans leur sillage

n'était pas gardé. « Il ne tarderait pas à se produire un vide sur l'arrière des blindés où la masse ennemie se refermerait comme la mer derrière un navire en marche. » Dans la campagne russe de 1941, chaque Panzerarmee était encadrée par deux armées d'infanterie. — L'Occident a tendance à méconnaître par trop la valeur et le rôle décisif du combattant individuel et cette déformation de conception porte ses effets sur une organisation trop lourde, trop luxueuse, trop compliquée. Alors qu'en Russie, il fallait compter pour une division de 10 300 hommes une « tranche divisionnaire » de 23 000 hommes, alors que l'armée allemande comptait 26 000 hommes pour mettre une division en ligne, la « tranche divisionnaire » américaine est actuellement évaluée à 90 000 hommes pour envoyer au front un effectif de 18 000 hommes. Conclusion mathématique, la Russie dispose d'environ 530 divisions sur 200 millions d'habitants et l'Amérique en a 97 pour 140 millions d'habitants. Toutes les armes modernes ont certes leur importance et sont indispensables, encore faut-il les faire absorber de façon à ne pas trop alourdir les grandes unités. — « Le feu n'est d'une valeur immédiatement pratique que s'il peut être exploité instantanément par la manœuvre. »

La division d'infanterie américaine avec ses deux mille véhicules divers (1 pour 9 hommes) a sacrifié ses qualités manœuvrières à une grande mobilité stratégique. — Ayant une longueur de colonne de 100 km./route, elle a besoin de deux axes pour se déployer dans un secteur de 10 km. de largeur. Ses armes lourdes ne sont utilisables qu'à proximité immédiate de voies de communications. Si ses diverses parties s'adaptent, elles ne s'équilibrent pas et son centre de gravité paraît basé sur de mauvais calculs. Le lieutenant-colonel Miksche cherche à établir le type de division d'infanterie qui serait le mieux adapté aux exigences d'un théâtre d'opérations européen.

La division à laquelle conduit sa proposition compte 8570 hommes, c'est-à-dire qu'elle est réduite de 55 % sur la

division américaine de 18 705 hommes. Elle comprend les éléments tactiques suivants : 1 escadron d'éclaireurs ; 3 groupements d'infanterie (régiments) ; 1 groupe d'artillerie (18 pièces de 155 mm.) ; 1 compagnie de génie ; 1 compagnie de transmission.

Les chiffres ci-après montrent la répartition du personnel :

| | <i>Division</i> | <i>Groupe- ment (régiment)</i> | <i>Sous-Groupe- ment (bataill.)</i> |
|---|-----------------|--|---|
| Organes de commande- ment et services di- vers (non combattants) | 34 % (46,6) | 34 % (45,4) | 28 % (31,2) |
| Génie et transmissions divisionnaires | 4 % (6,4) | | |
| Personnel des armes col- lectives (servants, con- ducteurs, ravitailleurs, etc.) | 37 % (40,4) | 38 % (43,8) | 37 % (50,0) |
| Voltigeurs | 25 % (6,6) | 28 % (10,2) | 35 % (18,8) |

N.-B. — Les chiffres indiqués entre parenthèses indiquent le pourcentage d'une division américaine.

Il est évident que lors d'opérations de grand style ou dans des missions de défense de secteurs d'importance particulière, une telle unité devrait être renforcée en artillerie, DCA, génie, blindés prélevés sur des réserves générales, solution bien plus économique et bien plus souple qu'une attribution organique de ces moyens.

MONTAGNE ET STRATÉGIE

Dans cet intéressant article, le capitaine R. Gallais rappelle l'importance des régions montagneuses à ceux qui, hantés par la puissance des armes nouvelles, ne voient qu'opérations aéro-terrestres et aéro-navales se déroulant dans des terrains propices au déploiement rapide et massif d'un appareil de guerre moderne. De là à contester la nécessité même des armées et la possibilité de guerres « traditionnelles » telles

qu'elles se déroulent encore en Corée, en Indochine ou en Malaisie, il n'y a qu'un pas à franchir. Gardons-nous bien de le faire. Le général de Lattre de Tassigny n'écrivait-il pas en 1946 :

« Même dans l'hypothèse d'une guerre atomique sans frein, il reste des missions que la bombe atomique n'enlèvera jamais aux armées belligérantes, à savoir, en dernière analyse et au minimum, l'exploitation à terre de ses effets et l'occupation des terrains conquis. »

Toute stratégie entre Méditerranée et Baltique ne saurait faire abstraction des zones de montagnes. Comme le constatait le général Béthouard :

« C'est un fait que, loin de disparaître, les opérations en montagnes ont pris, au cours des guerres qui ensanglantent l'Europe et le Monde, depuis le début du siècle, une importance accrue et que, chaque fois que les adversaires ont su ou pu engager sur ce terrain des troupes spécialement entraînées et équipées, conduites par des officiers préparés intellectuellement et techniquement à leurs tâches, les résultats obtenus ont toujours été étonnants et hors de proportion avec les effectifs engagés. »

L'appui aérien et le blindé ont rendu aux armées leurs possibilités manœuvrières dans les grandes plaines du Nord. Mais face à un envahisseur venant de l'Est, l'Europe occidentale ne trouverait-elle pas dans les Alpes, de Trieste à Nice, qui couvrent l'Italie et la Méditerranée, dans les Carpathes qui compartimentent les pays satellites, dans les Vosges, le Massif Central et les péninsules montagneuses d'Espagne, d'Italie et de Grèce, « les principales lignes stratégiques défensives et les zones fortes à tenir sur le théâtre d'opérations « Europe » ?

Dans le domaine de l'organisation militaire, beaucoup de techniciens voient la solution idéale dans la création de grandes unités susceptibles de s'adapter à tous les terrains par des dotations supplémentaires en moyens motorisés ou en chevaux et mulets. Cette organisation très souple est certes un grand

point d'acquis mais elle ne suffit pas à ouvrir les portes de la montagne à des troupes n'ayant pas reçu une technique spéciale et des moyens appropriés. Il faut donner dès le temps de paix à nos unités de montagne l'organisation, la composition, l'équipement, l'encadrement, l'entraînement et l'instruction tactique qui leur sont nécessaires.

L'évolution de la technique de transport et d'armement : avions, hélicoptères, téléferiques, obusiers, canons sans recul ont augmenté les possibilités offensives et défensives en montagne, ont accéléré la manœuvre, ont supprimé cette impression d'isolement et de manque de moyens de troupes alpines. Si une guerre devait éclater, « les nécessités de la stratégie feront encore passer la guerre sur les montagnes d'Europe et d'ailleurs ». Rien ne dit que la victoire ne devra pas aussi passer une fois encore par la montagne « Gal. Béthouard ».

* * *

Décembre 1951.

ROLE STRATÉGIQUE DES BASES

Le capitaine de vaisseau Lepotier commence cette très remarquable étude en précisant le sens de cette expression « Base stratégique » que l'on entend dans des acceptions si différentes. Il se rallie à cette définition du colonel Mesnet qu'il estime la plus adéquate :

« Position géographique aménagée, permettant de concentrer, d'abriter, de ravitailler, de réparer et de protéger des forces de toute nature destinées à effectuer, avec la meilleure économie, des opérations de toutes espèces continues ou occasionnelles, de toutes importances et à toutes distances ». Lorsqu'on appelle ces bases d'opérations bases stratégiques, il faut laisser carrément de côté la définition traditionnelle de stratégie « ensemble des dispositions et mesures à prendre

pour conduire une armée jusqu'en présence de l'ennemi » pour en adopter la définition moderne particulièrement juste dans cette période de guerre froide ou le contact direct est une des seules formes de la guerre totale qui ne soit utilisée : cette stratégie consiste à combiner et coordonner tous les moyens d'action moraux, politiques, économiques, financiers, voire militaires, pour s'assurer, le cas échéant, la disposition la plus complète et la plus efficace possible des « bases d'opérations » qui pourraient être nécessaires dans une hypothèse de stratégie militaire donnée. »

Avec l'augmentation des besoins en carburants, munitions, vivres, matériels de toutes espèces, la dépendance des armées de terre, de mer et de l'air vis-à-vis de leurs bases de plus en plus étroite et impérative. La guerre du Pacifique tant du côté japonais que du côté américain, les conquêtes du Danemark, de la Norvège, de la Crète par les Allemands, celles de la Corse et de la Sicile par les Alliés, ne furent-elles pas dans la dernière guerre une véritable course aux bases ? Il faut éviter de considérer les bases comme des positions clés ou des forteresses ; « leurs possibilités » ne peuvent être exploitées que par le jeu intelligent des forces mobiles qui y prennent appui. En résumé, les bases stratégiques sont considérées comme un moyen logistique au service des forces mobiles et non comme les bornes autonomes d'une ligne de défense statique illusoire ».

Terminant la dernière guerre mondiale avec un réseau de bases installées en pays alliés ou neutres, les Américains, soucieux de les maintenir, avaient créé la théorie des « bases de sécurité » d'abord sous l'angle de la « sécurité américaine », puis sous celui de la « sécurité collective de l'hémisphère occidental ». Pour des raisons budgétaires, ils ont été contraints d'en abandonner la plus grande partie, se limitant uniquement aux directions stratégiques intéressantes. Walter Lippmann a écrit, à ce sujet, au début de 1948 :

« Notre rayon de défense se trouve à la limite de la ligne allant du Groenland au Brésil et de l'Alaska aux Philippines.

Si l'aviation américaine ne disposait que de bases en Amérique du Nord, elle serait vouée à une stratégie défensive. »

Actuellement, le problème de « bases de sécurité collective » se pose à nouveau dans le cadre du Pacte atlantique et donne une importance toute particulière à l'Angleterre, à la péninsule Ibérique et au Maroc dans l'éventualité d'un théâtre d'opération européen.

INAUGURATION DU COLLÈGE DE DÉFENSE INTERALLIÉ

C'est le 17 novembre que le ministre de la défense nationale, M. G. Bidault, remettait officiellement aux nations atlantiques une partie de l'école militaire destinée à recevoir le collège de défense interallié ou « NATO ». Date importante, puisque, pour la première fois, des officiers et des fonctionnaires de douze nations se réunissaient « pour contribuer à établir une doctrine, pour l'organisation, dès le temps de paix, de forces interalliées et de former des cadres aptes à préparer et à conduire de telles forces ». Ce collège ne fait pas double emploi avec les écoles de guerre classiques. Il ne s'agit pas d'y imposer une doctrine, mais de faire présenter par les personnalités les plus éminentes les problèmes de l'heure et d'y apporter des solutions sur la base des discussions auxquelles participeront conférenciers, instructeurs et auditeurs. Comme le définissait son commandant, le vice-amiral Lemonnier, le « NATO » a pour but d'éviter, par une étude raisonnée des techniques interalliées, la répétition des erreurs, des malentendus, des particularismes, des divergences de doctrine qui ont eu des conséquences si funestes dans le passé et d'habituer à penser et à travailler en commun, avec le sens de l'équipe, à convaincre chacun de la nécessité de concilier les intérêts nationaux avec l'intérêt général. »

Major D.